

F. 2000 — 183

[C — 2000/29004]

23 DECEMBRE 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, pour l'année scolaire 1999-2000

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} avril 1986;

Vu l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 10bis, inséré par le décret du 19 juillet 1993 et modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 2 avril 1996, 24 juillet 1997 et 17 juillet 1998, et l'article 10septies, inséré par le décret du 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, par les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 226 du 7 décembre 1983, par les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, par les arrêtés de l'Exécutif des 7 novembre 1991 et 30 avril 1993, par l'arrêté du Gouvernement du 11 janvier 1995, par le décret du 24 juin 1996, par les arrêtés du Gouvernement des 15 octobre 1996 et 24 octobre 1996, par le décret du 4 février 1997, par l'arrêté du Gouvernement du 29 avril 1999 et par l'arrêté du Gouvernement du 8 juin 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19-10-1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26-10-1999;

Vu le protocole de négociation du 16-12-1999 du Comité de Secteur IX;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que l'avis annonçant les emplois vacants doit être inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois de janvier 2000 et que la Commission de réaffectation doit se réunir dans le courant du mois de février 2000 et qu'il est dès lors nécessaire d'aménager les dispositions statutaires afin de permettre une réaffectation optimale des membres du personnel technique concernés;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres et du Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 26, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, les mots « pendant le mois au cours duquel a lieu le dernier tour de réaffectation et de mutation », sont remplacés par les mots « au cours du mois de mai ».

Art. 2. Dans l'article 29, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « introduites annuellement, sans interruption, pour une désignation temporaire, dans la fonction à conférer » sont remplacés par les mots « à une désignation à titre temporaire introduite pour la fonction sollicitée, dans le respect des conditions prescrites par l'article 14 du présent arrêté ».

Art. 3. Dans l'article 82 du même arrêté, les mots « par réaffectation ou par mutation » sont remplacés par les mots « d'abord par réaffectation, ensuite par mutation ».

Art. 4. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre IX du même arrêté, remplacé par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993, est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE IX. — *De la réaffectation, du rappel provisoire à l'activité de service et de la mutation* ».

§ 2. Les articles 95bis à 116 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *Section première.* — Dispositions générales.

Article 96. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° réaffectation : attribution à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé;

2° rappel provisoire à l'activité de service : attribution temporaire à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi de la fonction à laquelle il est nommé ou qui lui a donné accès à la fonction de promotion à laquelle il est nommé;

3° mutation : transfert, à titre définitif, dans un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé, d'un membre du personnel affecté dans un centre vers un autre centre.

Article 97. Une commission de réaffectation est créée au sein du Ministère de la Communauté française :

Cette commission est composée :

1° d'un président choisi parmi les fonctionnaires du Ministère titulaires du grade de Directeur général adjoint au moins;

2° de deux membres choisis parmi les fonctionnaires du Ministère, compétents en matière de gestion du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;

3° de trois membres désignés par les organisations syndicales siégeant au Comité de Secteur IX, chaque organisation disposant d'au moins un représentant;

4° d'un délégué du Ministre ayant la gestion des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française dans ses attributions.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un suppléant.

La commission est assistée d'un secrétaire choisi parmi les fonctionnaires du Ministère.

Article 98. Le Ministre ayant la gestion du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française dans ses attributions nomme le président, les membres fonctionnaires et son délégué.

Il nomme également, sur proposition des organisations syndicales, les membres représentant ces organisations, chaque organisation disposant d'au moins un représentant.

Le secrétaire est désigné par le Ministre sur proposition du président.

La Commission peut se faire assister de techniciens n'ayant pas voix délibérative. Elle fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis au Ministre pour approbation.

Article 99. Le mandat des membres de la commission de réaffectation n'est pas rémunéré. Ils ont droit au remboursement des frais de déplacement en première classe afin de se rendre aux réunions ainsi qu'au remboursement des frais de séjour.

Article 100. § 1^{er}. Dans le courant du mois de février 2000, la Commission de réaffectation se réunit et propose la réaffectation des membres du personnel dans les emplois définitivement vacants au 1^{er} septembre.

Elle transmet ses propositions au Ministre pour décision.

Les décisions relatives aux réaffectations proposées conformément au présent article, § 1^{er}, produisent leurs effets à la date du 1^{er} avril 2000.

Si le membre du personnel a été rappelé à l'activité de service, il prend ses fonctions dans le centre où il est réaffecté, au 1^{er} septembre 2000.

§ 2. Ensuite, dans le courant du mois de février 2000, la Commission de réaffectation examine et propose la réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi au 1^{er} septembre dans les emplois qui peuvent être libérés conformément aux dispositions de l'article 10bis de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Elle transmet ses propositions au Ministre pour décision.

Les décisions relatives aux réaffectations proposées conformément au présent article, § 2, alinéa 1^{er}, produisent leurs effets à la date du 1^{er} avril 2000.

Article 101. § 1^{er}. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi peut, à sa demande, être mis en disponibilité pour convenance personnelle.

§ 2. La durée de la mise en disponibilité par défaut d'emploi, servant de base de calcul du traitement d'attente fixé à l'article 184, est suspendue pendant les périodes de rappel provisoire à l'activité de service.

Section II. — De la réaffectation.

Article 102. Les emplois définitivement vacants au 1^{er} septembre de chaque année sont portés par le Ministre à la connaissance des membres du personnel technique qui ont été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans les centres au moyen d'un avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois de janvier 2000.

Cet avis mentionne que les emplois pourront être attribués par réaffectation aux membres du personnel technique stagiaires ou nommés à titre définitif qui ont été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la fonction à conférer.

Cet avis invite les membres du personnel technique, intéressés par les emplois à conférer, à introduire une demande de réaffectation.

L'avis précise la forme et le délai dans lesquels les demandes doivent être introduites.

Article 103. Les demandes doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé à l'article 102 du présent arrêté.

Les demandes doivent être introduites dans la forme et le délai fixés.

Le délai ne pourra être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le jour de publication de l'avis par le *Moniteur belge*.

Article 104. Le membre du personnel technique qui sollicite plusieurs emplois, devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Article 105. Le Ministre réaffecte le membre du personnel technique qui n'a pas introduit de demande de réaffectation dans l'un des emplois vacants non obtenus par les membres du personnel technique qui ont introduit une ou plusieurs demande(s) de réaffectation dans la forme et le délai fixés.

Section III. — Du rappel provisoire à l'activité de service.

Article 106. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du Ministre qui peut le rappeler provisoirement à l'activité de service :

1° avant toute désignation de temporaire;

2° ensuite, dans les emplois occupés par les temporaires classés dans le second groupe;

3° enfin, dans les emplois occupés par les temporaires classés dans le premier groupe, dans l'ordre inverse de leur classement.

Article 107. Lorsque le Ministre est amené à conférer temporairement un emploi dans une fonction de promotion, il donne la priorité au rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel mis en disponibilité dans ladite fonction, puis au membre du personnel qui remplit les conditions prévues à l'article 85, 1 à 3, du présent arrêté et qui est à même d'occuper immédiatement et effectivement ladite fonction.

Article 108. Le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de promotion, peut être rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi de la fonction de recrutement qui lui a permis d'accéder à la fonction de promotion à laquelle il est nommé, conformément aux dispositions de l'article 106 du présent arrêté.

Nonobstant ce rappel provisoire à l'activité de service, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} reste à la disposition du Ministre pour être réaffecté dans la fonction à laquelle il est nommé.

Le membre du personnel, ainsi rappelé provisoirement à l'activité de service, garde le bénéfice de l'échelle barémique qui était la sienne avant sa mise en disponibilité par défaut d'emploi.

Section IV. — De la mutation.

Article 109. Les emplois restant définitivement vacants après les opérations de réaffectation, sont portés, par le Ministre, à la connaissance des membres du personnel nommés à titre définitif au moyen d'un avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois d'avril au plus tôt.

Cet avis mentionne que les emplois peuvent être attribués par mutation aux membres du personnel nommés à titre définitif, titulaires de la fonction de recrutement dont l'emploi est à conférer et qui ont reçu au moins la mention « satisfait » au dernier bulletin de signalement ou titulaires de la fonction de promotion dont l'emploi est à conférer et qui sont nommés dans ladite fonction de promotion depuis trois ans au moins.

L'avis invite les membres du personnel, intéressés par les emplois à conférer, à introduire une demande de mutation pour la seconde opération de mutation.

Cet avis invite également les membres du personnel visés à l'alinéa 2 du présent article, désireux d'obtenir une mutation dans un emploi devenu définitivement vacant à la suite des mutations intervenues au premier tour, à introduire une demande de mutation.

L'avis précise la forme et le délai dans lesquels les demandes doivent être introduites.

Article 110. Les demandes doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé à l'article 109 du présent arrêté.

Les demandes doivent être introduites dans la forme et le délai fixés.

Le délai ne pourra être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le jour de publication de l'avis par le *Moniteur belge*.

Article 111. Le membre du personnel technique qui sollicite plusieurs emplois, devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Article 112. Seules les demandes introduites dans la forme et le délai fixés par l'avis visé à l'article 109 sont prises en considération.

Article 113. Tout emploi de la fonction à laquelle ils sont nommés à titre définitif, devenu définitivement vacant à la suite des mutations intervenues au premier tour des mutations, est porté, par lettre-circulaire, à la connaissance des membres du personnel qui ont introduit une demande de mutation conformément aux dispositions de l'article 109, alinéa 4, du présent arrêté, et qui n'ont pas obtenu une mutation lors de ce premier tour.

Cette lettre-circulaire leur est adressée sous pli recommandé à la poste. Elle invite les membres du personnel intéressés par l'emploi à conférer, à introduire leur demande à l'adresse indiquée, dans le délai de huit jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de l'envoi de la lettre-circulaire.

Article 114. Pour chacun des emplois à conférer, les membres du personnel technique qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent les conditions requises, sont classés d'après l'ancienneté de service dans les centres de la Communauté française, acquise à la date du 1^{er} septembre de l'année de l'exercice en cours.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel technique qui compte la plus grande ancienneté de fonction dans les centres de la Communauté française, à la date précitée.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Article 115. § 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 114 :

1. sont admissibles tous les services que le membre du personnel technique a rendus, à quelque titre que ce soit, dans les centres de la Communauté française, dans une fonction du personnel technique;

2. la durée de ces services rendus dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes est égale au nombre de jours prestés comptés du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris toutes les absences assimilées à une période d'activité de service, englobées dans ces périodes ininterrompues d'activité de service;

3. sont également admissibles :

a) les absences en tant que membre temporaire du personnel technique obtenues conformément à l'article 170 du présent arrêté, si elles sont englobées dans les périodes d'activité ininterrompue;

b) les périodes pendant lesquelles le membre du personnel a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en disponibilité pour cause de maladie;

4. trente jours forment un mois;

5. les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui compte au moins la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes. Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte moins de la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, est réduit de moitié.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 114 :

1. sont admissibles tous les services que le membre du personnel technique a rendus, à quelque titre que ce soit, dans les centres de la Communauté française, dans la fonction dont l'emploi est à conférer;

2. les dispositions du § 1^{er}, points 2, 3, 4 et 5 sont applicables.

Article 116. Le Ministre confère, par mutation, tout emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif au membre du personnel technique qui occupe la première place du classement visé à l'article 114, en tenant compte des préférences exprimées conformément aux dispositions de l'article 111.

Le Ministre peut déroger à la règle de l'alinéa 1^{er} en ce qui concerne la mutation dans un emploi d'une fonction de promotion. Dans ce cas, le Ministre formule sa décision en reprenant les motifs qui la justifient.

Les décisions de mutation produisent leurs effets à la date du 1^{er} septembre 2000 ».

§ 3. Sont abrogés dans le même arrêté :

1. l'article 117, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993;

2. la section 5, comprenant les articles 118 à 128, modifiée par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 15 octobre 1996 et 29 avril 1999;

3. la section 6, comprenant l'article 129 modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1996.

Art. 5. Dans l'article 183, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993, les mots « dans un emploi vacant » sont remplacés par les mots « dans un emploi définitivement ou temporairement vacant. »

Art. 6. A l'article 183 ter du même arrêté, inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1996, est abrogé;

2° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les dispositions de l'article 115 sont applicables pour le calcul des anciennetés de service et de fonction visées aux §§ 1^{er} et 2. »

Les anciennetés sont fixées à la date à laquelle la mise en disponibilité est prononcée. »

Art. 7. Dans l'article 184, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « à son traitement d'activité » sont remplacés par les mots « à son dernier traitement d'activité. »

Art. 8. Le présent arrêté est applicable pour l'année scolaire 1999-2000 et entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 décembre 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

P. HAZETTE

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,

Y. YLIEFF

VERTALING

N. 2000 — 183

[C — 2000/29004]

23 DECEMBER 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, van het vormingscentrum van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, voor het schooljaar 1999-2000

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 7, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 april 1986;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, wedden, weddetoelagen en verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 10bis, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 1993 en gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 2 april 1996, 24 juli 1997 en 17 juli 1998, en op artikel 10 septies, ingevoegd bij het decreet van 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, van het vormingscentrum van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 73 van 20 juli 1982 en nr. 226 van 7 december 1983, bij de koninklijke besluiten van 29 augustus 1985 en 21 oktober 1985, bij de besluiten van de Executieve van 7 november 1991 en 30 april 1993, bij het besluit van de Regering van 11 januari 1995, bij het decreet van 24 juni 1996, bij de besluiten van de Regering van 15 oktober 1996 en 24 oktober 1996, bij het decreet van 4 februari 1997, bij het besluit van de Regering van 29 april 1999 en bij het besluit van de Regering van 8 juni 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 oktober 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 oktober 1999;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 16 december 1999 van Sectorcomité IX;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het bericht houdende aankondiging van de vacante betrekkingen in het *Belgisch Staatsblad* in de loop van de maand januari 2000 moet worden bekendgemaakt en dat de Commissie voor reffectatie in de loop van de maand februari 2000 moet vergaderen, en dat het bijgevolg noodzakelijk is in de statutaire bepalingen te voorzien om een optimale reffectatie van de betrokken leden van het technisch personeel mogelijk te maken;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren en van de Minister van Jeugd, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 1999,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 26, lid 2, van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, van het vormingscentrum van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, worden de woorden « tijdens de maand waarin de laatste beurt inzake reffectatie en overplaatsing plaatsgrijpt » vervangen door de woorden « tijdens de maand mei ».

Art. 2. In artikel 29, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « die per jaar, zonder onderbreking, voor een tijdelijke aanstelling in het te begeven ambt werden ingediend » vervangen door de woorden « voor een tijdelijke aanstelling die werden ingediend voor het ambt waarnaar wordt gesolliciteerd, met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij artikel 14 van dit besluit ».

Art. 3. In artikel 82 van hetzelfde besluit worden de woorden « bij reffectatie of overplaatsing » vervangen door de woorden « eerst bij reffectatie, daarna bij overplaatsing ».

Art. 4. § 1. Het opschrift van hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993, wordt vervangen door het volgend opschrift :

« HOOFDSTUK IX. — *De reffectatie, de voorlopige terugroeping in actieve dienst en de overplaatsing* ».

§ 2. De artikelen 95*bis* tot 116 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« *Afdeling I. — Algemene bepalingen.*

Art. 96. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° reffectatie : toekenning aan een personeelslid in disponibiliteit gesteld bij ontstentenis van betrekking, van een definitief vacante betrekking in het ambt waarin het benoemd is;

2° voorlopige terugroeping in actieve dienst : voorlopige toekenning aan een personeelslid in disponibiliteit gesteld bij ontstentenis van betrekking, van een betrekking in het ambt waarin het benoemd is of die hem toegang heeft verleend tot het bevorderingsambt waarin het benoemd is;

3° overplaatsing : definitieve overdracht van een voor een bepaald centrum aangewezen personeelslid naar een ander centrum in een definitief vacante betrekking van het ambt waarin het benoemd is.

Art. 97. Er wordt een commissie voor reffectatie opgericht bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Deze commissie is samengesteld uit :

1° een voorzitter, gekozen uit de ambtenaren van het Ministerie die ten minste de graad van adjunct-directeur-generaal bekleden;

2° twee leden, gekozen uit de ambtenaren van het Ministerie die bevoegd zijn inzake beheer van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;

3° drie leden, aangesteld door de vakorganisaties die in Sectorcomité IX zetelen, waarbij elke organisatie ten minste een vertegenwoordiger telt;

4° een afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid het beheer van de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap behoort.

Voor ieder werkend lid wordt er een plaatsvervanger aangewezen.

De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie.

Art. 98. De Minister tot wiens bevoegdheid het beheer van de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap behoort, benoemt de voorzitter, de leden-ambtenaren en zijn gemachtigde.

Hij benoemt eveneens, op de voordracht van de vakorganisaties, de leden die deze organisaties vertegenwoordigen; elke organisatie beschikt over ten minste een vertegenwoordiger.

De secretaris wordt aangesteld door de Minister, op de voordracht van de voorzitter.

De Commissie mag zich laten bijstaan door niet stemgerechtigde technici. Zij stelt haar huishoudelijk reglement vast dat ter goedkeuring aan de Minister wordt voorgelegd.

Art. 99. Het mandaat van de leden van de commissie voor reffectatie wordt niet bezoldigd. Zij hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten in eerste klasse om zich naar de vergaderingen te begeven alsook op de terugbetaling van de verblijfskosten.

Art. 100. § 1. In de loop van de maand februari 2000, vergadert de Commissie voor reffectatie en stelt zij de reffectatie voor van de personeelsleden in betrekkingen die op 1 september definitief vacant verklaard zijn.

Zij stuurt haar voorstellen voor beslissing naar de Minister door.

De beslissingen over de reffectaties die voorgesteld worden overeenkomstig dit artikel, § 1, hebben met ingang van 1 januari 2000 uitwerking.

Indien het personeelslid in dienstactiviteit teruggeroepen werd, neemt het zijn functies waar in het centrum waar het gereffecteerd is, op 1 september 2000.

§ 2. Daarna, in de loop van de maand februari 2000, onderzoekt de Commissie voor reffectatie de reffectatie van de personeelsleden die op 1 september in disponibiliteit werden gesteld bij ontstentenis van betrekking en stelt zij voor die personeelsleden te reffecteren in de betrekkingen die kunnen vrijgemaakt worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 10*bis* van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, wedden, weddetoelagen en verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

Zij stuurt haar voorstellen voor beslissing naar de Minister door.

De beslissingen over de reffectaties die voorgesteld worden overeenkomstig dit artikel, § 2, lid 1, hebben met ingang van 1 april 2000 uitwerking.

Art. 101. § 1. Ieder personeelslid in disponibiliteit gesteld bij ontstentenis van betrekking, mag op zijn verzoek in disponibiliteit gesteld worden om persoonlijke aangelegenheden.

§ 2. De periode van de indisponibiliteitsstelling bij ontstentenis van betrekking, die als basis dient voor de berekening van het bij artikel 184 bepaalde wachtgeld, wordt onderbroken tijdens de periodes van tijdelijke terugroeping in dienstactiviteit.

Afdeling II. — De reffectatie

Art. 102. De op 1 september van elk jaar definitief vacante betrekkingen worden via een advies, dat in de loop van de maand januari 2000 in het *Belgisch Staatsblad* ingelast wordt, door de Minister ter kennis gebracht van de leden van het technisch personeel die in disponibiteit werden gesteld bij ontstentenis van betrekking in de centra.

Bij dit advies wordt medegedeeld dat de betrekkingen kunnen toegewezen worden bij reffectatie aan de stagedoende of de vast benoemde leden van het technisch personeel die in disponibiteit werden gesteld bij ontstentenis van betrekking in het toe te kennen ambt.

Bij dit advies worden de leden van het technisch personeel, die zich kandidaat willen stellen voor de toe te kennen betrekkingen, verzocht om een aanvraag om reffectatie in te dienen.

Het advies preciseert de vorm en de termijn waarbinnen de aanvragen moeten ingediend worden.

Art. 103. De aanvragen dienen bij een ter post aangetekende brief gestuurd te worden naar het adres vermeld in het advies bedoeld bij artikel 102 van dit besluit.

De aanvragen moeten in de vastgestelde vorm en binnen de vastgestelde termijn worden ingediend.

De termijn mag nooit korter zijn dan 10 werkdagen. Hij begint te lopen de dag waarop het advies in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 104. Het lid van het technisch personeel dat naar verschillende betrekkingen solliciteert, moet een afzonderlijke aanvraag indienen voor elke betrekking, met eventueel de vermelding van zijn voorkeur.

Art. 105. De Minister reffecteert het lid van het technisch personeel dat geen aanvraag om reffectatie heeft ingediend in een van de vacante betrekkingen die niet werden gekregen door de leden van het technisch personeel die één of meer aanvraag(aanvragen) om reffectatie in de gestelde vorm en binnen de gestelde termijn hebben ingediend.

Afdeling III. — De voorlopige terugroeping in dienstactiviteit.

Art. 106. Ieder personeelslid dat in disponibiteit werd gesteld bij ontstentenis van betrekking blijft ter beschikking van de Minister die hem voorlopig in dienstactiviteit kan terugroepen :

1° vóór elke aanstelling van een tijdelijke;

2° daarna, in de betrekkingen bekleed door de tijdelijken die in de tweede groep zijn gerangschikt;

3° ten slotte, in de betrekkingen bekleed door de tijdelijken die in de eerste groep zijn gerangschikt, in omgekeerde orde van hun rangschikking.

Art. 107. Wanneer de Minister genoopt wordt een betrekking tijdelijk toe te kennen in een bevorderingsambt, geeft hij de voorkeur aan de voorlopige terugroeping in dienstactiviteit van een personeelslid in disponibiteit gesteld in dat ambt, vervolgens aan het personeelslid dat beantwoordt aan de voorwaarden bepaald bij artikel 85, 1 tot 3 van dit besluit en dat onmiddellijk en efficiënt bedoeld ambt kan bekleden.

Art. 108. Het personeelslid in disponibiteit gesteld bij ontstentenis van betrekking in een bevorderingsambt mag voorlopig in dienstactiviteit worden teruggeroepen in een betrekking van het wervingsambt die hem de toegang tot het bevorderingsambt waarin het benoemd is, mogelijk heeft gemaakt, overeenkomstig de bepalingen van artikel 106 van dit besluit.

Niettegenstaande deze voorlopige terugroeping in dienstactiviteit blijft het bij lid 1 bedoelde personeelslid ter beschikking van de Minister om in het ambt geaffecteerd te worden waarin het benoemd is.

Het personeelslid dat aldus voorlopig in dienstactiviteit teruggeroepen wordt, behoudt het voordeel van de weddeschaal die het ontving vooraleer het bij ontstentenis van betrekking in disponibiteit werd gesteld.

Afdeling IV. — De overplaatsing

Art. 109. De betrekkingen die definitief vacant blijven na de verrichtingen inzake reffectatie worden via een advies dat ten vroegste in de loop van de maand april in het *Belgisch staatsblad* ingelast wordt, door de Minister ter kennis gebracht van de in vast verband benoemde personeelsleden.

Bij dit advies wordt medegedeeld dat de betrekkingen bij overplaatsing kunnen toegewezen worden aan de vast benoemde personeelsleden die titularis zijn van het wervingsambt waarvan de betrekking te begeben is en die ten minste de vermelding « voldoende » hebben gekregen op hun laatste beoordelingsstaat of titularis zijn van het bevorderingsambt waarvan de betrekking te begeben is en die sedert ten minste drie jaar benoemd zijn in dat bevorderingsambt.

In het advies worden de personeelsleden die belang stellen in de te begeben betrekkingen verzocht een aanvraag tot overplaatsing voor de tweede verrichting inzake overplaatsing in te dienen.

In dit advies worden de personeelsleden, bedoeld bij lid 2 van dit artikel, die een overplaatsing wensen te bekomen naar een betrekking die definitief vacant is geworden na de overplaatsingen die in de eerste ronde werden uitgevoerd, eveneens verzocht een aanvraag om overplaatsing in te dienen.

Het advies bepaalt de vorm waarin en de termijn waarbinnen de aanvragen moeten worden ingediend.

Art. 110. De aanvragen dienen bij een ter post aangetekende brief gestuurd te worden naar het adres vermeld in het advies bedoeld bij artikel 109 van dit besluit.

De aanvragen moeten in de vastgestelde vorm en binnen de vastgestelde termijn worden ingediend.

De termijn mag nooit korter zijn dan 10 werkdagen. Hij begint te lopen de dag waarop het advies in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 111. Het lid van het technisch personeel dat naar verschillende betrekkingen solliciteert, moet een afzonderlijke aanvraag voor elke betrekking indienen met eventuele vermelding van zijn voorkeur.

Art. 112. Enkel de aanvragen ingediend in de vorm en binnen de termijn die bij het in artikel 109 bedoeld advies werden bepaald, komen in aanmerking.

Art. 113. Elke betrekking van het ambt waarin zij in vast verband benoemd zijn en die definitief vacant is geworden ten gevolge van de overplaatsingen die uitgevoerd werden in de eerste ronde van de overplaatsingen, wordt per rondzendbrief ter kennis gebracht van de personeelsleden die een aanvraag om overplaatsing hebben ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel 109, lid 4 van dit besluit en die tijdens de eerste ronde geen overplaatsing hebben bekomen.

Deze rondzendbrief wordt hun toegezonden bij ter post aangetekend schrijven. Daarbij worden de betrokken personeelsleden die belang stellen in de te begeben betrekking verzocht hun aanvraag binnen een termijn van acht dagen naar het vermelde adres op te sturen. Deze termijn begint te lopen de dag die volgt op de datum waarop de rondzendbrief werd verstuurd.

Art. 114. Voor elke te begeven betrekking worden de leden van het technisch personeel die hun aanvraag tot overplaatsing regelmatig hebben ingediend en die de vereiste voorwaarden vervullen, gerangschikt volgens de dienstanciënniteit in de centra van de Franse Gemeenschap die verworven is op 1 september van het lopende dienstjaar.

Bij gelijke dienstanciënniteit, wordt voorkeur gegeven aan het technisch personeelslid dat de grootste ambtsanciënniteit telt in de centra van de Franse Gemeenschap op voormelde datum.

Bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt voorkeur gegeven aan het oudste personeelslid.

Art. 115. § 1. Voor de berekening van de bij artikel 114 bedoelde dienstanciënniteit :

1. komen al de diensten in aanmerking die het technisch personeelslid heeft gepresteerd, in welke hoedanigheid ook, in de centra van de Franse Gemeenschap in een ambt van het technisch personeel;

2. is de duur van deze diensten gepresteerd in een ambt met volledige of onvolledige dagtaak gelijk aan het aantal gepresterde dagen die meegeteld worden vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken periodes van dienstactiviteit, met inbegrip van al de afwezigheden die gelijkgesteld zijn met een periode van dienstactiviteit, die in deze ononderbroken periodes van dienstactiviteit begrepen zijn;

3. komen eveneens in aanmerking :

a) de afwezigheden als tijdelijk lid van het technisch personeel die werden bekomen overeenkomstig artikel 170 van dit besluit, indien zij in de periodes van ononderbroken activiteit vallen;

b) de periodes tijdens welke het personeelslid in beschikbaarheid werd gesteld bij ontstentenis van betrekking of in beschikbaarheid wegens ziekte;

4. vormen dertig dagen één maand;

5. komen de werkelijke diensten verworven in een ambt met onvolledige dagtaak die ten minste de helft van de prestaties omvat die vereist zijn voor een ambt met volledige dagtaak, op dezelfde wijze in aanmerking als de diensten die in een ambt met volledige dagtaak werden verworven. Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dagtaak, die minder dan de helft van de prestaties omvat die vereist zijn voor een ambt met volledige dagtaak, wordt met de helft verminderd.

§ 2. Voor de berekening van de bij artikel 114 bedoelde ambtsanciënniteit :

1. komen al de diensten in aanmerking die het technisch personeelslid heeft gepresteerd, in welke hoedanigheid ook, in de centra van de Franse Gemeenschap, in het ambt waarvoor de betrekking te begeven is;

2. zijn de bepalingen van § 1, punten 2, 3, 4 en 5 van toepassing.

Art. 116. De Minister kent bij overplaatsing elke definitief vacante betrekking van het ambt toe waarin het in vast verband benoemd is aan ieder lid van het technisch personeel dat een eerste plaats bekleedt in de bij artikel 114 bedoelde rangschikking, rekening houdend met de voorkeuren die werden geuit overeenkomstig de bepalingen van artikel 111.

De Minister mag afwijken van de regel van lid 1 wat de overplaatsing in een bevorderingsambt betreft. In dat geval geeft de Minister zijn beslissing te kennen met vermelding van de redenen waarop deze beslissing steunt.

De beslissingen inzake overplaatsing hebben uitwerking met ingang van 1 september 2000. »

§ 3. Worden in datzelfde besluit opgeheven :

1. artikel 117, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993;

2. afdeling 5, waarin de artikelen 118 tot 128 begrepen zijn, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993 en bij de besluiten van de Regering van 15 oktober 1996 en 29 april 1999;

3. afdeling 6, waarin begrepen artikel 129, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 oktober 1996.

Art. 5. In artikel 183, § 3, van datzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993, worden de woorden « in een vacante betrekking » vervangen door de woorden « in een definitief of tijdelijk vacante betrekking ».

Art. 6. Aan artikel 183 ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 oktober 1996, wordt opgeheven;

2° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De bepalingen van artikel 115 zijn van toepassing voor de berekening van de bij de §§ 1 en 2 bedoelde dienst- en ambtsanciënniteit.

De anciënniteit wordt vastgesteld op de datum waarop de indisponibiliteitsstelling wordt uitgesproken. »

Art. 7. In artikel 184, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « aan zijn activiteitswedde » vervangen door de woorden « aan zijn laatste activiteitswedde ».

Art. 8. Dit besluit is van toepassing voor het schooljaar 1999-2000 en treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 december 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE

De Minister van Jeugd, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie,

Y. YLIEFF